INTRODUCTION

50 ANS APRÈS LA *LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES* DU CANADA : BILINGUISME, PLURALISME ET IDENTITÉS

MIRIAM TAYLOR

Miriam Taylor est directrice des partenariats et des publications à l'Association d'études canadiennes et à l'Institut canadien pour les identités et les migrations. Elle est rédactrice en chef de *Thèmes canadiens* et de *Diversité canadienne*.

Il y a un demi-siècle, le Canada adoptait une loi qui mettait en place pour la première fois la pierre angulaire du bilinguisme canadien, donnant au français et à l'anglais un statut officiel et égal au sein du gouvernement et dans tous les services qu'il contrôle, et créant le bureau du Commissaire aux langues officielles pour en surveiller la mise en œuvre. La *Loi sur les langues officielles* (LLO) visait à garantir aux citoyens l'obtention des services de qualité égale dans la langue officielle de leur choix, partout où la taille de la population le justifiait. La *Loi* visait également à améliorer la représentativité de la fonction publique fédérale afin de mieux refléter la composition du pays. Des modifications subséquentes à la *Loi* énoncèrent l'obligation du gouvernement fédéral de reconnaître et d'appuyer les minorités de langue officielle, c'est-à-dire la minorité anglophone du Québec et les minorités francophones dans le reste du pays.

Il ne fait aucun doute que la LLO ait joué un rôle dans la transformation de notre pays. Cinquante ans plus tard, la dualité linguistique du Canada fait partie intégrante de notre identité nationale, la majorité des Canadiens valorisant le bilinguisme en principe et en pratique, et l'appui à l'égard du bilinguisme ayant augmenté progressivement depuis sa mise en œuvre initiale. En effet, la relation entre les anglophones et les francophones est devenue essentielle pour comprendre comment l'histoire de notre pays a évolué.

Cependant, l'histoire a aussi révélé d'importantes failles dans notre dualité. Développer un modèle viable et trouver un équilibre politique approprié dans un pays aussi asymétrique et complexe que le nôtre n'est pas une mince affaire, surtout dans le contexte des changements suscités par la diversité croissante. Nous sommes un vaste pays qui s'étend

d'un océan à l'autre, et la répartition des locuteurs de langues à l'intérieur de nos frontières est inégale et soumise à des paradoxes intéressants. Le Québec, seule province unilingue de langue française, abrite la plus importante minorité linguistique, dont certaines institutions bien établies sont une source de fierté partout au pays. Notre seule province officiellement bilingue, le Nouveau-Brunswick, a été le théâtre du rejet le plus vigoureux et le plus véhément contre les services bilingues en matière de coûts, et les luttes auxquelles sont confrontés les groupes linguistiques minoritaires en général ont même retenu l'attention nationale lors de la plus récente campagne électorale fédérale.

Outre le bilinguisme des institutions et des services gouvernementaux, le bilinguisme des personnes qui composent notre pays est tout aussi complexe. Bien que la popularité croissante de l'immersion française à travers le pays ait rendu l'offre incapable de satisfaire la demande, le moteur de la croissance du bilinguisme au pays se trouve dans la seule province qui défend son unilinguisme comme étant essentiel à son autopréservation.

Les contributions à ce numéro de *Thèmes canadiens*, sans prétendre être exhaustives dans leur examen de tous les enjeux, nous donnent un aperçu de la multiplicité des perspectives et des nombreuses façons possibles de voir l'évolution, les défis et les voies à suivre pour un Canada officiellement bilingue.

Cette édition est divisée en cinq sections. La première, intitulée *Identité et politique*, porte sur l'impact du bilinguisme sur notre identité nationale. Avec une préface du Commissaire aux langues, Raymond Théberge, qui explique comment la LLO nous a façonnés, Robert Talbot s'appuie ensuite sur un récit très personnel de sa propre expérience de l'immersion française pour décrire comment le fait d'avoir franchi le fossé linguistique a transformé sa vie. Il conclut avec un plaidoyer pour faire évoluer la dualité canadienne à l'aide d'une plus grande sensibilisation et d'un accroissement des échanges intercommunautaires. Jean-Philippe Warren, pour sa part, examine comment le fait d'être officiellement bilingue a changé le paysage politique canadien, puisqu'il est maintenant généralement accepté que le premier ministre d'un pays bilingue doit démontrer sa maîtrise des deux langues officielles.

La deuxième section, *Voix minoritaires*, nous donne un aperçu des points de vue des communautés linguistiques minoritaires, dont la protection des droits constitue une dimension importante de la *Loi*. Tout en reconnaissant l'impact positif de la LLO sur les communautés francophones et acadiennes, Jean Johnson plaide fortement pour un renforcement de la *Loi*, afin de valoriser le statut et la légitimité du français comme acteur important dans le façonnement de l'avenir de notre pays. Le besoin de modernisation est également soulevé par Diane Gérin-Lajoie dans le contexte de l'évolution des communautés francophones en situation minoritaire vers une plus grande diversité ethnique et raciale, particulièrement chez les Franco-Ontariens.

Signalant la taille, la diversité et la contribution à la société de la minorité anglophone du Québec, Geoffrey Chambers souligne le rôle essentiel joué par la LLO dans la protection des droits des anglophones contre les bouleversements créés par la législation linguistique provinciale. Il invite la communauté anglophone à considérer la LLO comme un outil à mettre à jour pour mieux préserver

et améliorer la vitalité de la communauté. Dans le même ordre d'idées, Richard Bourhis décrit la LLO comme un rempart contre les efforts délibérés de gouvernements provinciaux successifs visant à affaiblir le système d'éducation anglophone au Québec.

La section 3 porte sur *la situation du bilinguisme au Canada*. Jean-Pierre Corbeil et Jack Jedwab font tous deux état des taux croissants, mais encore relativement faibles de bilinguisme français-anglais dans l'ensemble de la population et notent que le plus grand nombre de Canadiens bilingues se trouve au Québec. M. Corbeil regrette que la population anglophone hors Québec ait vu son niveau de connaissance du français stagner et réclame des mesures et des initiatives qui pourraient y remédier. L'article de Jack Jedwab anticipe les tendances futures et insiste sur la nécessité de suivre le rythme des changements technologiques et de tenir compte de l'impact qu'aura la diversité croissante sur nos deux communautés linguistiques.

Dans la section 4, deux auteurs se penchent sur la situation en matière d'*éducation linguistique*. Richard Slevinksy retrace l'histoire de l'éducation linguistique depuis la Confédération jusqu'à nos jours, en soulignant le rôle essentiel joué par les législateurs, les établissements d'enseignement et les parents pour préserver et faire progresser l'apprentissage des langues dans notre pays. Tout en célébrant la grande popularité de l'immersion française, Matthew Hayday déplore les problèmes structurels nous empêchant de considérer les programmes de langues officielles comme une composante essentielle du système d'éducation, plutôt que comme un luxe pour une petite minorité de la population.

La dernière section, *un Canada bilingue : initiateur de recherche scientifique de pointe*, nous fait découvrir que le caractère unique de notre pays a généré une recherche de pointe précieuse permettant aux universitaires canadiens de dissiper les mythes et de contribuer aux connaissances sur la langue et le bilinguisme, tant au pays que sur la scène internationale. Fred Genesee démontre que le travail précieux des chercheurs canadiens a mené à un changement de paradigme dans les attitudes envers le bilinguisme et le multilinguisme à travers le monde, les présentant comme des phénomènes naturels et normaux. Dans leurs recherches approfondies sur l'emprunt des langues dans le monde, Shana Poplack, Nathalie Dion, Suzanne Robillard et Basile Roussel évoquent le spectre de l'insécurité linguistique et abordent l'interface entre la science et la politique, les mythes, les peurs et les faits.

Les jalons nous offrent souvent l'occasion de réfléchir. Après cinquante ans de bilinguisme, les études et les appels à l'action rassemblés dans cette édition nous donnent l'opportunité de faire le point sur l'évolution des choses, d'évaluer notre situation actuelle et de nous projeter dans l'avenir pour imaginer comment relever au mieux les principaux défis qui se profilent à l'aube de notre troisième décennie du 21e siècle.